

Royaume-Uni, a été le dernier à offrir son aide dans la guerre du Sud-africain. Ce fait paraît être oublié, aujourd'hui. On ne saurait contester l'initiative prise par le parti conservateur dans cette circonstance. Avant que le gouvernement se fut décidé à agir, sir Charles Tupper qui était alors chef du parti conservateur, adressa de la Nouvelle-Ecosse à sir Wilfrid Laurier un télégramme dans lequel il lui promettait que toute mesure prise par le gouvernement pour l'organisation d'un contingent militaire pour aider l'armée anglaise dans la malheureuse guerre du Sud-africain recevrait son appui et celui de son parti. Ce télégramme est maintenant du domaine de l'histoire, et, cependant, des hommes intelligents comme l'est mon honorable ami, le proposeur de l'adresse, ne cessent d'attribuer au gouvernement tout le mérite de l'envoi en Afrique-sud de nos contingents militaires. Si mon honorable ami veut consulter les faits, il constatera que Queensland adressa son offre au gouvernement anglais, le 11 juillet 1899. Victoria envoya la sienne le 17. Celle de Logos fut envoyée le 18; celle de la Nouvelle Galles du Sud, le 21; celle de Hong Kong, le 21; celle de la Nouvelle-Zélande, le 22 de juillet; celle de l'Australie occidentale, le 5 octobre; celle de Tasmanie, le 9; celle de l'Australie méridionale, le 13; enfin celle du Canada—la dernière sur la liste—le 14 octobre.

L'honorable M. KERR : Le dernier sera le premier.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL : J'ai entendu dire qu'un certain vieillard, assagi par les années, avait l'habitude, quand il voulait faire quelque chose, de citer les écritures.

Je ne dirai pas, toutefois, que mon honorable ami a contracté la même habitude; mais je dirai que, bien que le Canada ait été le dernier à offrir ses services, aucune colonie n'a fait plus que lui après que son offre eut été acceptée, pour soutenir sa réputation sur les champs de bataille et assurer la victoire aux armes anglaises. C'est un fait dont nous devons tous, comme Canadiens, être fiers. Notre contribution à la défense de l'empire dans cette circonstance a fait plus pour resserrer nos rapports avec la mère patrie que tout ce que ne pourra jamais faire un gouvernement Laurier. J'ai tiré mes renseignements relatifs aux offres

des colonies de la correspondance échangée entre le gouvernement du Canada et le bureau colonial.

L'honorable secrétaire d'Etat a fait une déclaration extraordinaire. Si son discours a été bien rapporté par la presse, il a dit que, selon lui, si le pays n'avait jamais adopté une politique de protection, c'est-à-dire que, si le libre-échange eut été établi en 1878, et s'il avait été maintenu jusqu'à présent, le Canada serait plus prospère qu'il ne l'est aujourd'hui. Voilà certainement une prétention très extraordinaire. Si une politique libre-échangiste eut été adoptée, combien d'industries compteriez-vous dans le pays, aujourd'hui? A l'appui de sa prétention, l'honorable ministre a mentionné l'immense usine établie à Hamilton par un syndicat des Etats-Unis. Peut-on supposer que vingt-huit acres de terres à Hamilton eussent été achetés par ce syndicat et qu'il y aurait actuellement sur ces 28 acres de terre une usine employant 1,000 hommes si nous n'avions pas un tarif protecteur? Avant que ce syndicat fut organisé, j'ai loué aux McCormicks—l'une des plus puissantes compagnies manufacturières des Etats-Unis—la bâtisse qu'ils possèdent dans ma propre ville, et je dis à leur agent: Pourquoi les fabricants des Etats-Unis ne viennent-ils pas en plus grand nombre s'installer en Canada et y exercer leur industrie? Il me répondit: "Tant que vous aurez un tarif de 20 pour 100, nous pourrions rivaliser avec vos propres industriels; mais les fabricants des Etats-Unis constatent, aujourd'hui, que pour pouvoir rivaliser avec nos manufacturiers, ils sont obligés de venir fabriquer en Canada leurs marchandises.

L'honorable secrétaire d'Etat a cité ce fait comme une preuve de la prospérité du pays. C'est certainement une des preuves de notre prospérité; mais c'est aussi la preuve de l'excellence de la politique du parti conservateur, politique que le gouvernement actuel n'ose pas modifier. Si le gouvernement actuel eut supprimé la protection nos manufactures se seraient fermées et les industries n'auraient pu être établies en Canada. L'honorable ministre a aussi relevé une assertion faite par mon honorable ami (l'honorable sénateur de Marshfield), que l'augmentation des dépenses publiques était extravagante, et comment a-t-il expliqué cette énorme augmentation? D'après le compte rendu de son discours, il a dit: "où est cette extravan-